

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 27/3 (2000)

DOI: 10.11588/fr.2000.3.61981

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Le 26 juillet 1945, la Conférence de Potsdam adresse au Japon sa Déclaration lui demandant de se rendre, l'avertissant des conséquences d'une continuation de toute résistance. Le 28 juillet, le Premier Ministre Suzuki déclara à la presse que le Japon ne tiendrait aucun compte de cette déclaration-ultimatum: c'était le refus catégorique. L'ombre d'une mort innombrable planait sur le Sud-Est asiatique, engloutissant des millions d'Américains et Asiatiques, qui ne fut évitée que par les deux explosions nucléaires attestant l'irréremédiabilité »divine« de la défaite japonaise.

D'un autre côté, certains aspects de ce livre multipensés permettent de réaliser la distance qui sépare, dans le domaine nucléaire, la culture scientifique de la propagande de certains activistes antinucléaires, responsables d'une vision erronée souvent largement répercutée par les médias.

En tous cas, au moment où l'électricité nucléaire est remise en cause dans certains pays, et où les implantations de laboratoires souterrains de recherche en vue du stockage des déchets nucléaires posent de délicats problèmes aux gouvernements, ce livre, véritable document des références les plus diverses permettant de se forger une opinion qualifiée, est d'une très grande valeur.

Albert MERGLEN, Dijon

Martin RAETHER (Hg.), Maison Heinrich Heine Paris, 1956–1996. Quarante ans de présence culturelle, Bonn, Paris (Martin Raether) 1998, 399 p.

La Fondation de l'Allemagne a fêté ses quarante ans, il y a tout juste quelques années. »Lieu de relations humaines« (Theodor Heuss), cette maison qui évoque pour les étudiants allemands »l'esprit de leur pays natal« (Konrad Adenauer) accueille pour moitié des étudiants allemands et ceux d'autres nationalités. C'est aussi un centre culturel où se déroulent des débats et des spectacles et qui dispose d'une bibliothèque. Comme son dernier directeur, Joachim Umlauf, le souligne, elle fut placée sous le patronage de Heinrich Heine à une époque où la ville de Düsseldorf manifestait encore de fortes réticences à reconnaître dans le poète, juif et exilé à Paris, l'un de ses enfants les plus célèbres.

Dans sa contribution, Hans Manfred BOCK retrace l'historique de la Maison Heinrich Heine en se fondant sur de nombreux documents. Quand, en 1929, une étudiante allemande s'étonna qu'il n'existe pas de maison de l'Allemagne à l'intérieur de la Cité Universitaire, les services de l'Ambassade lui répondirent qu'il revenait à la France, en tant que puissance victorieuse, de prendre d'abord l'initiative.

La Cité Universitaire venait, en effet, d'être inaugurée en 1925, au moment de la signature du traité de Locarno. Si les premières réflexions sur la fondation d'une Maison de l'Allemagne remontaient à 1927, la volonté politique de faire avancer le projet fit défaut malgré la création d'organisations privées d'entente franco-allemande et surtout d'une antenne parisienne de l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD) et de l'Institut d'Etudes germaniques, inauguré en 1930 sous l'égide d'Henri Lichtenberger. Après cette date, les conditions politiques pour édifier une Maison de l'Allemagne à l'intérieur de la Cité Universitaire se détériorèrent davantage encore par suite des répercussions de la crise économique mondiale en Allemagne. En outre, la diplomatie allemande considérait la Cité Universitaire avant tout comme un instrument au service de la propagande culturelle française, alors que la France laissait payer les frais de construction et les frais généraux par les autres États. Pourtant, lors de son séjour à Berlin en 1931, André Honnorat tenta de relancer l'intérêt en Allemagne et de réveiller la solidarité intellectuelle en Europe en insistant sur les inquiétudes liées au »danger soviéto-russe«.

Au moment de la prise du pouvoir par Hitler, le bilan était encore bien pauvre quant à l'avancement du projet. Certes, en 1937, Albert Speer, l'architecte d'Hitler, se rendit à la

Cité Universitaire et se montra impressionné par l'idée urbaniste qui en ressortait. Il se fit fort de convaincre le gouvernement du Reich. Mais, cette fois, en se défiant à la fois des dangers de polarisation politique sur le campus et de l'idéologie raciste du régime, c'est la direction de la Cité Universitaire qui refusa l'offre de l'Allemagne nationale-socialiste. Puis vinrent la guerre et l'occupation allemande, période de marasme et de dévastation partielle de la Cité Universitaire, bientôt transformée en caserne par les troupes allemandes.

Après cette césure, un changement décisif intervint en 1951 avec la nomination à la présidence de la Cité Universitaire d'André François-Poncet, toujours Haut-Commissaire français en Allemagne. Pour mettre en place la politique allemande, dirigée par Robert Schuman, il fallait soutenir les Allemands «raisonnables» et les bons Européens contre les nationalistes. La Fondation de l'Allemagne devait permettre de réaliser une sorte «d'ONU de la jeunesse». Cette époque était d'autant plus propice à faire avancer l'idée du projet que la Cité Universitaire se trouvait dans une nouvelle phase d'expansion et que, sur les 3792 étudiants recensés en 1951, on comptait 2319 ressortissants français et seulement 27 Allemands. A la résolution d'André François-Poncet s'ajouta, au cours de l'année 1952, la constitution d'un comité de soutien du côté allemand, les universités allemandes y jouant un rôle déterminant. C'est ainsi que l'édification d'une Fondation allemande parvint au seuil de sa réalisation, la France ayant enfin accepté de prendre en charge la moitié des frais de construction.

A son tour, l'article d'Ulrich LAPPENKÜPER insiste sur les nouvelles péripéties qui ne manquèrent pas d'accompagner les étapes suivantes, et les replace dans un contexte historique plus large. En juin 1951, Adenauer avait fait dépendre les négociations sur la Maison de l'Allemagne du règlement des relations culturelles entre l'Allemagne et la France. Les consultations furent ainsi bloquées jusqu'au printemps 1952, date du traité sur la Communauté Européenne de Défense (CED). François-Poncet espérait un début rapide des travaux dès qu'une solution définitive aurait été trouvée aux problèmes du financement. Adenauer, quant à lui, souhaitait également une réalisation accélérée du projet. A la mi-août 1953, un jury se réunit pour élire le vainqueur du concours d'architectes, Johannes Krahn, qui avait convaincu par la bonne proportion des différentes parties du bâtiment et le naturel de son articulation. Les fondations furent creusées à la fin de l'année. Les derniers détails de planification étant réglés en janvier 1954, la pose de la première pierre eut lieu le 19 juin 1954, deux mois seulement avant la date où l'Assemblée Nationale refusa de ratifier le traité sur la CED.

Comme la construction de l'Europe, celle de la Maison de l'Allemagne n'avança que difficilement jusqu'en novembre 1956: Hans Steffen put alors accueillir les premiers étudiants au milieu des jardins qui entouraient dorénavant les divers pavillons de la Cité Universitaire. Et le 23 novembre 1956, quelques semaines après la signature de l'accord franco-allemand sur la Sarre, l'inauguration se déroula en présence du président Coty et du ministre allemand des Affaires étrangères, von Brentano.

Dans les étages, les étudiants avaient leur résidence. Au rez-de-chaussée se trouvaient la salle des fêtes et la bibliothèque. La gestion fut confiée à un conseil franco-allemand qui dut affronter, cet hiver-là, des difficultés imprévues causées par la pénurie de mazout: au bout de quelques semaines, Hans Steffen, le premier directeur, se vit contraint de fermer sa maison.

L'historique de la Maison de l'Allemagne ne doit pas faire oublier sa vocation culturelle, ce dont témoignent de nombreux documents et récits (entre autres ceux de plusieurs de ses directeurs) ainsi que des extraits de son programme. L'ouvrage est amplement illustré – photos et plans – et comporte une chronologie, la liste des directeurs, du personnel et de quelques anciens résidents, ainsi qu'un index.

A l'initiative de l'un de ses directeurs, Martin Raether, c'est une première présentation scientifique de l'histoire de la Maison de l'Allemagne, autre symbole de l'amitié franco-allemande que scella, le 22 janvier 1963, la signature du Traité de l'Elysée.

Anne-Marie CORBIN, Le Mans